Liminaire - COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU RÉSEAU FRANCE 3 -
Novembre 2026

Aux soustractions infinies, les CODIR reconnaissants



Nous sommes en novembre et n'avons toujours pas de budget pour 2027. Au CSE, dans nos antennes ou à ***la fabrique***, c'est devenu l'élément de langage de la direction pour justifier une stratégie qui serait subie alors qu'elle n'exprime qu'un renoncement.

Nous n'avons pas de budget c'est vrai… mais c'est nous qui en assumons les conséquences. Est-ce réellement le cas pour vous ?

Dans les CODIR, on ne cherche pas à faire mieux avec peut-être moins, le plus important c'est de manier la calculette : à chaque programme un prix plancher, à chaque JT son prix de marché, à chaque antenne sa dot que l'on marchande.
Le résultat de cette politique du chiffre est que nous en sommes désormais à devoir faire grève pour pouvoir travailler !

À ***la fabrique***, le mouvement social initié par notre syndicat pour défendre les équipes de tournage fiction en témoigne. De l'argent, il y en a pour les productions privées, mais pas pour nos collègues condamnés à l'inactivité et à la précarité. Ils veulent pourtant simplement travailler. Cette situation scandaleuse et absurde ne se limite pas à ***la fabrique***. Les saisines intersyndicales en Normandie comme en Auvergne Rhône-Alpes pour limiter la mutualisation des journaux télévisés expriment la même colère, le même désarroi. La demande est toujours la même : « laissez-nous travailler ! »

Une revendication qui indiffère totalement la direction de ***la fabrique***, qui se positionne désormais en simple sous-traitante d'une maison mère peu aimante. Les directions régionales semblent plus ouvertes à la négociation. On peut discuter de la couleur des murs, du temps qui passe, mais pas question de rogner sur le nombre de JT communs puisque la calculette est devenue la feuille de route éditoriale.

Pas de budget dites-vous ? De toute façon, il sera en baisse pour le réseau et nous le savons. Mais cela ne justifie pas les choix que vous faites et que nous dénonçons à ***Sud***. Car si on s'inscrit dans votre logique ou le travailleur, la travailleuse de France 3 ne sont qu'une somme d'argent, nous devrions donc négocier directement le tarif de nos tournages avec M. Angot, le directeur financier ! Plus d'intermédiaires, plus de CODIR, une simple appli. Du circuit court ultra libéral. Qui sait, Saint CONCUR a peut-être déjà la solution ?